



Interurbain Isère

26/05/2025

Génocide à Gaza : briser le silence et dénoncer la complicité des grandes puissances

Le Madleen, petit navire parti d'Italie le 1er juin dernier, a été intercepté par Israël dans la nuit du 8 au 9 juin, alors qu'il était encore dans les eaux internationales. Affrété par la coalition « Flottille de la liberté », il avait à son bord douze militants, dont la militante écologiste Greta Thunberg ou encore la députée européenne LFI Rima Hassan, et il transportait du matériel humanitaire, dans le but de briser le blocus subi par les habitants de Gaza. L'équipage est aux mains de l'armée israélienne. La précédente édition de la Flottille, partie de Turquie pour rallier Gaza en 2010, s'était terminée en bain de sang, avec dix morts parmi les militants suite à leur arraignment par l'armée israélienne.

Pendant ce temps à Gaza, l'armée tire sur des foules affamées

À Gaza, la population continue à être en proie à la famine et aux bombardements incessants. Même l'aide humanitaire, instrumentalisée par l'État israélien, tourne au massacre : après avoir interdit l'entrée de Gaza aux organisations humanitaires, il a mis sur pied la Fondation humanitaire pour Gaza (GHF), une société privée américaine chargée de quelques distributions de vivres. Des distributions qui sont en réalité des pièges sanglants, puisque l'armée tire sur la foule, avec déjà des dizaines de morts et des centaines de blessés. Il en profite aussi pour continuer à déplacer la population palestinienne à sa guise, en promettant l'accès à de l'aide dans certaines zones prédéfinies par l'armée. Partir ou mourir, tel est l'unique message adressé à la population de Gaza par le gouvernement israélien, qui mène son offensive génocidaire en toute impunité.

Travailleurs et travailleuses, nous pouvons dire non au massacre !

Il n'y a rien à attendre de l'ONU, de l'Union européenne ou d'un Macron pour stopper l'État d'Israël dans sa course en avant criminelle. Au mieux, ce sont des mots et de l'impuissance, au pire des larmes de crocodile côté pile et du soutien côté face. L'État français en est un des pires exemples. Tout en faisant mine de changer de discours, il continue à criminaliser le soutien à la cause palestinienne, à coup de menaces de dissolution du collectif Urgence Palestine, de procès pour de prétendues « apologies de terrorisme » ou de sanctions à une enseignante ayant autorisé une minute de silence pour Gaza en classe. Et surtout, il continue à

livrer des armes, ce que les dockers de Fos-sur-Mer ont dénoncé la semaine dernière, refusant d'embarquer les 14 tonnes de pièces détachées de matériel militaire destiné à Israël. Nous devons nous saisir de toutes les possibilités de nous opposer à ce génocide qui se déroule au su et au vu de tous, par des rassemblements, des manifestations. En Israël, des manifestants brandissant des photos d'enfants tués à Gaza ont affirmé : « non au génocide » et « la vie des Palestiniens nous importe ». Partout dans le monde, nous devons amplifier la mobilisation.

12 juin : jour J pour obtenir la relaxe des cinq postières et postiers du 92

Cinq salariés de La Poste du 92 (Gaël, Yann, Brahim, Dalila et Mohamed) passent en procès pour « violation de domicile », en réalité pour s'être rendus au siège de l'entreprise en 2014 lors d'une grève. Ils risquent cinq ans de prison et 75 000 euros d'amende.

Il faut montrer au gouvernement et au patronat que nous ne les laisserons pas dicter leur loi en faisant bloc quel que soit le secteur dans lequel nous travaillons. Le gouvernement et le patronat cherchent à criminaliser toute forme de lutte, qu'elle remette en cause la dictature patronale, qu'elle dénonce le génocide en Palestine ou qu'elle s'oppose aux ventes d'armes à l'État israélien.

Le 12 juin, pour la relaxe des cinq de La Poste du 92, pour la réintroduction de Gaël et Yann et pour le soutien à toutes celles et ceux que l'on veut faire taire parce qu'ils s'opposent à la barbarie de ce monde, soyons nombreuses et nombreux dès midi devant le Tribunal de Paris, porte de Clichy.

La force des travailleurs, c'est la grève !

Notre grève des 5 et 6 juin a rassemblé autour d'une cinquantaine de grévistes en moyenne sur les deux jours. L'impact sur la production aurait été supérieur avec plus de grévistes, c'est certain, mais il est loin d'avoir été nul. Avec les congés et les autres absences diverses, les scolaires ont été quasiment annulés à Goncelin à titre d'exemple. Et bien au-delà du résultat sur les services, une grève même modeste, c'est toujours l'occasion de se retrouver dans une excellente ambiance sur nos piquets : d'échanger sur nos revendications bien sûr, mais aussi de partager nos idées sur bien d'autres sujets allant du foot à la lutte contre le racisme. Quant à notre revendication à 13,60€, elle n'est oubliée par personne, et nous aurons tout l'été pour convaincre davantage de futurs grévistes de la remettre à l'ordre du jour, le plus vite possible !

Petits meurtres entre amis

Ça y est, l'entreprise familiale Berthelet a été vendue à la découpe, un bout racheté par l'entreprise familiale Perraud et un autre par l'entreprise à taille humaine des Courriers Rhodaniens. Pour l'anecdote, ces trois-là font partie du même groupement « Réunir, la voie des PME », une association qui dit défendre les petites entreprises contre la concurrence des grands groupes. Visiblement, la meilleure défense c'est le rachat !

Le tout sécuritaire au service de l'arbitraire patronal

À Bordeaux, une agression a eu lieu début mai impliquant un conducteur, qui est encore blessé à l'épaule. C'est donc avec le bras en écharpe qu'il se rendra à son entretien disciplinaire, Keolis Bordeaux Métropole veut en effet lui demander des explications sur son attitude. Le collègue a certes eu le tort de quitter le poste de conduite, mais on rappelle que c'est aux patrons, théoriquement, d'assurer la sécurité des travailleurs. Alors on pourra gaver les véhicules de tous les gadgets technologiques tous plus inefficaces et onéreux les uns que les autres (caméras, boutons d'alerte, vitre « anti-agression »), c'est bien la présence à bord notre meilleure garantie de sécurité : des embauches massives, et de médiateurs formés, pas des gros bras en mal de sensations fortes !

Jean-Michel bonne idée

Lancement de campagne pour la mairie de Lyon oblige, Jean-Michel Aulas a proposé de rendre les transports gratuits pour les lyonnais gagnant moins de 2500€ par mois. Désolé pour les habitants de la banlieue qui prennent quand même les transports en commun lyonnais, mais la gratuité à un coût : pouvoir voter Jean Michel Aulas !

Et puis il s'est bien gardé de dire comment il allait financer une telle mesure, ce que ses adversaires de gauche comme de droite lui ont immédiatement reproché, comme pour mieux justifier leur propre opposition à la gratuité. Mais nous qui sommes pour et qui avons de la suite dans les idées, on se permet de faire une proposition supplémentaire : prendre sur les profits des entreprises, par exemple du fonds d'investissement Holnest ou de la LDLC Arena, deux propriétés d'un certain Jean-Michel A...



Marche ou crève ?

Les ZFE qui interdisent l'accès aux centres-villes aux voitures les plus vieilles sont en train d'être supprimées, avec le soutien d'une coalition de circonstance droite - extrême-droite - France insoumise. L'extrême-droite, qui vote contre l'augmentation du SMIC à chaque occasion, se rachète avec un peu de démagogie sociale contre « l'écologie punitive ». Mais allons-nous vraiment profiter de la suppression des ZFE ?

La pollution de l'air fait 40000 morts par an en France et 4 millions dans le monde. Certes, les ZFE étaient profondément injustes, réservant le bon air à ceux qui peuvent vivre en centre-ville au détriment de ceux qui sont obligés de prendre leur voiture pour travailler. Mais pour régler ce problème, nous avons d'autres solutions que de laisser les autos sur les routes, nous avons des solutions de classe : développer et rendre gratuits les transports en commun, notamment les transports interurbains, réquisitionner les logements vides et en construire de nouveaux, à proximité des lieux de production, et enfin réduire le temps de travail pour ne plus avoir à courir derrière la montre, chacun dans son véhicule aux heures de pointe.

Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !

Ne pas jeter sur la voie publique - Pour nous contacter : lyonrhone@npa-revolutionnaires.org

Rejoins la liste mail du NPA-R Grenoble : <https://tinyurl.com/56s5278n>